

# Chambre des Représentants.

---

SÉANCE DU 10 FÉVRIER 1911.

---

Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1911 <sup>(1)</sup>.

---

## RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA SECTION CENTRALE <sup>(2)</sup>,

PAR M. DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

---

MESSIEURS,

|                                                                                                   |     |           |         |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----------|---------|
| Le projet de Budget du Ministère des Affaires Étrangères pour l'exercice 1911 s'élève à . . . . . | fr. | 4,395,353 | »       |
| Celui de 1910 montait à . . . . .                                                                 |     | 4,206,908 | »       |
| Soit une augmentation de . . . . .                                                                |     | fr.       | 188,445 |

Aucune dépense exceptionnelle n'est prévue pour 1911 ; en 1910, un crédit de 25,000 francs avait été prévu en faveur des victimes des inondations en France. Il en résulte que les dépenses ordinaires ont subi une augmentation de 243,445 francs.

Les articles qui ont subi des majorations de crédit sont les suivants :

ART. 2. — *Personnel des bureaux.* Augmentation : 3,795 francs résultant des modifications apportées aux cadres de l'Administration centrale où une extension de personnel a été compensée par la suppression d'une direction générale.

---

(1) Budget, n° 4, V.

(2) La Section centrale, présidée par M. COOREMAN, était composée de MM. AUGUSTEYNS, DE BUE, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, THIENPONT, JANSON et GRAVIS.

ART. 6. — *Traitement des agents diplomatiques, etc.* Augmentation : 115,000 francs. Nous en reparlerons dans la suite de ce rapport.

ART. 9. — *Traitement d'un chancelier, etc.* Diminution : 5,500 francs. La création d'un emploi de chancelier à la Légation de Washington n'ayant pas été réalisée, le crédit de 6,000 francs prévu pour 1910 a pu être supprimé, mais comme il y a lieu d'augmenter un traitement d'une somme de 500 francs, la diminution de l'article 9 se réduit à 5,500 francs.

ART. 10. — *Traitements de drogmans, etc.* Augmentation : 9,150 francs, par suite de la création d'un emploi d'interprète auprès du Consulat général de Tientsin (Chine) et du relèvement de quelques traitements.

ART. 13. — *Frais de chancellerie.* Augmentation : 6,000 francs. Des charges nouvelles, notamment des travaux extraordinaires nécessitent la collaboration d'employés temporaires; il en résulte une augmentation de crédit.

ART. 14. — *Allocations exceptionnelles et temporaires à des agents du Service consulaire, etc.* Augmentation : 85,000 francs.

Il y a lieu de remarquer que le libellé ancien de l'article 14 portait : *Service extérieur* au lieu de *Service consulaire*; autrefois, en effet, ces allocations concernaient également le Corps diplomatique. Par suite de cette modification, l'article s'applique au Service consulaire seul, et ce qui concerne le Service diplomatique est transféré à l'article 6, qui, de ce chef, subit une augmentation de 32,000 francs. Il en résulte que l'augmentation réelle des indemnités allouées aux membres du Corps consulaire s'élève à  $85,000 + 32,000 = 117,000$  francs.

Nous reviendrons plus loin sur cette question.

Le Budget a été voté dans quatre sections et rejeté dans les deux autres. Voici comment se décomposent les votes :

|                         |       |        |        |               |
|-------------------------|-------|--------|--------|---------------|
| 1 <sup>re</sup> section | . . . | 8 oui, | 9 non, | 1 abstention. |
| 2 <sup>e</sup> id.      | . . . | 13 id. | 6 id.  | 3 id.         |
| 3 <sup>e</sup> id.      | . . . | 14 id. | 5 id.  | 2 id.         |
| 4 <sup>e</sup> id.      | . . . | 15 id. | 4 id.  | 1 id.         |
| 5 <sup>e</sup> id.      | . . . | 0 id.  | 0 id.  | 0 id. (1)     |
| 6 <sup>e</sup> id.      | . . . | 12 id. | 10 id. | 0 id.         |

### Légations.

A diverses reprises, les membres de la Chambre ont attiré l'attention du Gouvernement sur le relèvement des traitements des conseillers et des secrétaires de légation, afin d'assurer le recrutement de notre représentation à l'étranger. Le Gouvernement est entré dans cette voie et, après avoir

---

(1) Les votes n'ont pas été inscrits dans le rapport de la 5<sup>e</sup> section.

amélioré la situation des ministres et envoyés extraordinaires, notamment au point de vue de leurs frais de représentation, il nous propose aujourd'hui de relever le barème des conseillers et secrétaires de légation ; le minimum de traitement d'un conseiller serait porté de 9,000 à 10,000 francs et le maximum de 11,000 à 14,000 francs. Les traitements des secrétaires seraient portés de 5,000 à 6,000 francs, et ils pourraient obtenir deux augmentations successives de 1,000 francs, ce qui n'était pas prévu autrefois.

De plus, les agents envoyés à l'étranger sans être titulaires d'un poste de secrétaire se verraient allouer un traitement de 4,200 francs par an, soit 350 francs par mois de séjour hors du pays.

De cette manière, ils toucheraient une indemnité bien méritée, puisque l'entrée dans la carrière est subordonnée à des conditions plus sérieuses que précédemment.

Il y a lieu de féliciter le Gouvernement de cette réforme dont les bons effets ne tarderont pas à se faire sentir.

Le sacrifice est minime ; il se chiffre par 83,000 francs et sera largement compensé par les services rendus à nos nationaux par nos représentants à l'étranger.

Une autre mesure qui a valu au Gouvernement les félicitations de la Section centrale consiste à mieux indemniser nos agents diplomatiques pour les charges exceptionnelles assumées dans l'intérêt du commerce national, ainsi qu'à raison de circonstances accidentelles et passagères telles qu'une situation économique ou politique troublée dans le pays de leur résidence.

Précédemment ces indemnités étaient imputées sur l'article 14, commun aux Services diplomatique et consulaire. Comme nous l'avons dit, il a paru préférable de grouper ces allocations avec les appointements faisant l'objet de l'article 6 concernant les traitements du Corps diplomatique seul et dont elles sont le complément. De ce chef, l'article subit une augmentation de 32,000 francs, qui, ajoutés aux 83,000 francs présumés nécessaires pour l'augmentation des traitements, portent la majoration totale de l'article 6 à 115,000 francs.

Dans une des sections, un membre a demandé que les changements de résidence de nos agents diplomatiques et consulaires soient moins fréquents. La Section centrale s'est occupée de la question et a pu se rendre compte que le Département des Affaires Étrangères cherche à rendre les changements de résidence d'un même agent aussi peu fréquents que possible. Cependant, il se présente des cas de force majeure qui obligent le Gouvernement à modifier la distribution des postes entre les agents. En 1910, par exemple, trois Ministres plénipotentiaires en fonctions sont décédés, et il a fallu pourvoir à leur remplacement, ce qui a entraîné des remaniements considérables dans le personnel.

Un autre point a encore été l'objet des études de la Section centrale à la demande faite par un membre dans une des sections. Celui-ci souhaite que le règlement organique soit modifié de telle manière que les fonctionnaires de l'Administration centrale puissent être appelés à diriger un poste diplomatique, de même qu'il autorise les agents diplomatiques à entrer dans les cadres de l'Administration centrale.

Le Département consulté à ce sujet a fait savoir dans sa réponse que des diplomates ont été, en effet, fréquemment appelés à collaborer aux travaux du Département des Affaires Étrangères.

Pour ne parler que des dix dernières années, le Ministre actuel à Bucarest a rempli pendant six ans les fonctions de chef de bureau à la Direction politique. Le Ministre à Athènes a également prêté son concours à cette même Direction générale à deux reprises en 1900 et 1901. Il a de même dirigé la Direction de la chancellerie pendant six mois en 1903. Enfin, le Ministre plénipotentiaire, aujourd'hui Ministre de la Maison du Roi, a été adjoint au Directeur général de la politique, du mois d'octobre 1907 à la fin de 1909, pendant la période qui a précédé et suivi l'annexion du Congo.

Des secrétaires de légation ont collaboré également aux travaux de la Direction politique.

Les fonctionnaires de l'Administration centrale n'ayant pas titre et rang dans le Corps diplomatique, sauf de très rares exceptions, ils ne pourraient faire partie du personnel des légations, ni participer officiellement aux fonctions de nos agents diplomatiques à l'étranger.

### Consulats.

Le Gouvernement mérite des éloges tout spéciaux pour l'extension continue qu'il donne à notre Corps consulaire. Depuis plusieurs années, des augmentations de crédit ont été votées par les Chambres en vue d'augmenter le nombre des consuls de carrière. C'est ainsi que, en quelques années, le crédit a été majoré de plus de 600,000 francs. Faut-il s'arrêter dans cette voie ? La Section centrale ne le croit pas ; elle a été unanimement d'avis que la création de nouveaux emplois de consuls rétribués s'impose et, afin d'être complètement édifiée à ce sujet, elle a posé plusieurs questions au Gouvernement, que nous donnerons avec leurs réponses à la suite de ce rapport.

Nous tenons à faire observer que d'excellentes mesures, dont il convient de féliciter le Gouvernement, ont été prises depuis la réforme consulaire de 1896 en vue d'améliorer la situation financière des agents de carrière.

Le maximum du traitement des *Vice-consuls*, qui avait été fixé à 8,000 francs par l'arrêté organique du 25 septembre 1896, a été porté à 10,000 francs. Il a, d'autre part, été établi que les agents de cette caté-

gorie chargés de la gérance temporaire d'un consulat recevraient, indépendamment de leur traitement, une somme de 500 francs par mois.

Comme on le voit, les traitements *des consuls et des consuls généraux* se composent de deux éléments, l'un fixe et invariable pour tous les postes, qui est de 6,000 francs pour les consuls et de 8,000 francs pour les consuls généraux, l'autre variable suivant la résidence attribuée à ces agents. Pour la détermination de l'élément variable, les postes sont répartis en cinq catégories d'après les charges qu'ils imposent à leurs titulaires et les inconvénients que peuvent avoir pour ceux-ci les conditions climatiques du pays dans lequel ils se trouvent appelés à remplir leurs fonctions.

L'élément variable du traitement attaché aux postes rangés dans la première catégorie a été accru de 2,000 francs en 1908.

Des remaniements ont, d'autre part, été apportés à la classification des postes établis en 1896, remaniements qui ont eu tous pour effet le transfert de consulats dans une catégorie plus favorable au point de vue de la délimitation de l'élément variable du traitement.

Un supplément de traitement de 2,000 francs est alloué depuis quelques années aux consuls chargés de la gestion d'un consulat général.

L'arrêté organique de 1896 prévoit que le consul général envoyé dans un pays où n'est accrédité aucun agent diplomatique belge pourra, outre son titre consulaire et si l'intérêt général l'exige, être revêtu, pendant la durée de sa mission, d'un titre diplomatique.

Il a été décidé que les agents revêtus du titre de chargé d'affaires de ministre résident ou d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire recevraient, en plus de leur traitement, des indemnités se montant respectivement à 3,000 francs, à 5,000 francs et à 8,000 francs.

Le Département des Affaires Étrangères dispose, depuis 1902, d'un crédit spécial permettant d'accorder des « allocations exceptionnelles et temporaires » à des agents du service extérieur en compensation de charges exceptionnelles assumées dans l'intérêt du commerce national ou résultant d'événements exceptionnels survenus dans le pays de leur résidence. Les indemnités accordées sur ce crédit sont mentionnées au développement du Budget.

Des mesures ont été prises, au cours des dernières années, par le Gouvernement en vue de mettre à la disposition de certains agents consulaires à l'étranger et notamment en Orient des résidences stables et convenables. C'est ainsi qu'un hôtel a été construit à l'usage du Consul général de Belgique à Séoul et qu'un immeuble a été acquis à Shanghai par le représentant consulaire belge en ladite ville.

D'autre part, un local, dont les frais de location, de chauffage, d'éclairage et d'entretien incombent au Département des Affaires Étrangères, a été pris à bail dans la cité de Londres pour l'installation de la Chancellerie du consulat général en cette ville.

Le Département des Affaires Étrangères a sollicité, cette année, de la Législature un crédit destiné à lui permettre d'intervenir dans les frais que

certain agents s'imposent en vue de l'installation de leurs postes dans des conditions répondant à l'importance de celui-ci et aux exigences du service.

Ces allocations sont liquidées sur la présentation du contrat de bail se rapportant à la location soit de la résidence de l'agent, soit de la chancellerie du poste lorsque celle-ci est établie en dehors du domicile particulier du titulaire.

Différentes mesures ont été prises en vue d'exonérer les chefs de nos postes consulaires à l'étranger de certains des frais qui leur sont occasionnés par l'exercice de leur mandat. C'est ainsi notamment que des crédits sont mis à la disposition de nos agents en vue de leur abonnement à des publications d'ordre économique paraissant tant en Belgique que dans les pays de leur résidence, en vue de l'achat de machines à écrire, etc.

Différentes autres mesures destinées à l'amélioration de la situation financière des agents du Service consulaire ont été mises à l'étude par le Département des Affaires Etrangères, qui se réserve de procéder, le moment venu, à une refonte générale des traitements desdits agents.

De même que nous l'avons fait remarquer au sujet des agents diplomatiques, le Département veille à ce que des changements de résidence des titulaires de nos postes consulaires ne soient pas rendus trop fréquents, afin que nos commerçants et nos industriels puissent tirer profit de la connaissance acquise, par nos agents, des pays où ils remplissent leurs fonctions.

L'article 13 de l'arrêté organique du 25 septembre 1896 dispose que des mesures seront prises en vue de favoriser les voyages en Belgique des agents consulaires rétribués, à des intervalles qui, en général, n'excéderont pas cinq années. Cette disposition a été spécialement adoptée afin de faciliter le maintien des agents dans le même poste pendant un temps assez prolongé. Il importait, en effet, de fournir aux agents, non appelés à passer par notre pays en vue d'un changement de poste, l'occasion de prendre contact avec le monde des affaires en Belgique.

Il va sans dire que des circonstances spéciales — comme, par exemple, la nécessité de transférer, après quelques années, dans un pays plus tempéré les agents résidant dans des postes à climat extrême — viennent parfois rendre les déplacements plus fréquents qu'il ne serait, à certains égards, désirable.

Quant aux vice-consuls de carrière, qui sont en réalité de véritables stagiaires et qui sont adjoints à des consuls ou des consuls généraux, il importe, au point de vue de leur formation, qu'avant d'être promus au grade de consul, ils aient pu remplir leur tâche de collaborateurs dans des pays de caractères variés. Leur stage comporte, en général, l'adjonction à trois postes distincts. Leurs déplacements sont dès lors plus fréquents.

Quant aux rapports entre le personnel consulaire et l'Administration centrale, l'article 5 du règlement organique des consulats permet d'appeler

aux fonctions de consul des fonctionnaires de la Direction générale du commerce et des consulats ayant exercé, pendant six années au moins, les fonctions de chef de bureau ou des fonctions supérieures.

Deux des agents du Corps consulaire actuel ont été nommés par application de cette disposition. Ce sont MM. Pollet, consul général de Belgique, à Londres, et Huylebroeck, consul général, à Melbourne.

Les connaissances acquises par ces agents dans l'exercice de leurs fonctions administratives leur ont été extrêmement utiles pour la pratique des fonctions consulaires, et les résultats donnés par cette double expérience ne pourront qu'engager le Département à renouveler les nominations de l'espèce.

Rien n'empêcherait d'ailleurs le Gouvernement de désigner éventuellement, à titre temporaire, des fonctionnaires de la Direction générale du commerce et des consulats pour gérer des postes consulaires provisoirement sans titulaire; l'Administration centrale ne pourrait que retirer profit de ces séjours momentanés en pays étrangers.

D'autre part, les membres du Corps consulaire sont fréquemment appelés à collaborer temporairement aux travaux du Service du commerce et des consulats.

Ces contacts entre les agents du service extérieur et ceux de l'Administration centrale sont de nature à produire les plus heureux résultats.

#### Première question.

« A diverses reprises, on a demandé l'augmentation du nombre des consuls de carrière. En 1910, le Gouvernement a répondu que l'augmentation du crédit mis à sa disposition lui permettait de créer quatre nouveaux postes. M. le Ministre pourrait-il nous dire s'il a pu donner suite à cette intention et, le cas échéant, où ces nouveaux postes ont été créés? »

#### Réponse.

« Le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce, qui avait été consulté sur les moyens pratiques d'assurer la complète efficacité de la mission économique des agents du service extérieur, avait préconisé la création de nouveaux postes de carrière, principalement dans des pays d'Europe.

» Conformément à ses vues, des consulats généraux rétribués ont été établis à Barcelone et à Milan, et un consulat de carrière a été créé à Gottembourg.

» L'enquête relative à l'établissement du quatrième poste dont la création avait été décidée n'est pas terminée actuellement.

» Le Conseil supérieur a également signalé l'utilité que présenterait la nomination d'agents consulaires rétribués dans certains pays de l'Amérique du Sud, en Australie et aux Straits Settlements.

» La mesure dont il s'agit a été mise à l'étude, et les crédits nécessaires seront sollicités, au moment opportun, de la Législature en vue de sa réalisation.

» Les nouveaux postes à créer pourraient être établis dans certaines régions africaines, dans les républiques de l'Équateur, du Paraguay et de l'Uruguay, aux Straits Settlements, où la Belgique n'est pas actuellement représentée par des agents de carrière installés à poste fixe, ainsi qu'en Australie, dont les divers États sont placés sous la juridiction d'un seul poste rétribué. »

La réponse du Gouvernement est de nature à donner satisfaction aux vœux exprimés tant au Conseil supérieur du commerce et de l'industrie qu'à la Chambre des Représentants et au Sénat; elle prouve que notre Foreign Office poursuit la ligne de conduite qu'il s'est tracée depuis quelques années.

La Section centrale ne peut que l'encourager à persévérer dans cette voie et à compléter le cadre des consuls de carrière; le pays ne peut refuser les crédits nécessaires à cette fin, surtout au moment où la lutte économique devient si intense. Chacun se rend compte que de nouveaux débouchés sont nécessaires à notre industrie et à notre commerce. C'est surtout au moment où certains marchés nous sont fermés par suite de tarifs douaniers prohibitifs que les intéressés ont besoin de marchés nouveaux où nos produits nationaux seront présentés non pas, en ordre subsidiaire, par l'intermédiaire de maisons de commerce étrangères, mais avec leur marque d'origine *Made in Belgium*.

Il ne faut plus que nos fabricats soient livrés au consommateur, alors qu'il en ignore le pays d'origine; nos produits peuvent soutenir la comparaison avec ceux de nos concurrents, et si nos agents consulaires sont d'un grand secours aux producteurs belges en cette matière, il est non moins vrai que ces derniers doivent faire un effort sérieux et compter plus sur eux-mêmes pour atteindre ce but.

Il est très important de pouvoir compter dans tous les pays et sous toutes les latitudes sur la compétence et le dévouement des agents consulaires, et les sacrifices que nous ferons pour cela ne seront jamais trop considérables. La Section centrale ne peut donc qu'approuver l'extension à donner au corps consulaire, prévue au dernier alinéa de la réponse.

Nous devons faire remarquer également que si le crédit demandé pour le paiement des traitements de nos consuls n'a pas été majoré pour l'exercice 1911, ces agents reçoivent indirectement une amélioration à leur situation par le libellé nouveau et l'augmentation du crédit de l'article 14.

Jusqu'à présent, le crédit de cet article, qui en 1910 s'élevait à 75,000 francs, prévoyait l'allocation d'indemnités exceptionnelles aux membres des Corps diplomatique et consulaire. A l'avenir, ainsi que nous l'avons déjà fait remarquer, le Corps diplomatique est exclu du bénéfice de l'arti-



cle 14; il obtient satisfaction par le moyen de crédit augmenté de l'article 6.

Comme on estime la somme nécessaire à allouer des indemnités exceptionnelles aux membres du Corps diplomatique à 32,000 francs, la somme qui peut être mise à la disposition des consuls pour charges exceptionnelles est en réalité augmentée non seulement des 85,000 francs prévus au Budget, mais aussi des 32,000 francs autrefois alloués aux agents diplomatiques. L'augmentation consentie en faveur du Corps consulaire se chiffre par 117,000 francs.

Déjà en 1910, ces allocations exceptionnelles avaient été prévues, notamment aux fins d'assurer l'installation convenable des consulats où les loyers sont d'une cherté extraordinaire.

Il fallait éviter que, par suite de cette circonstance, nos consuls ne fussent logés trop à l'étroit ou dans des demeures peu en rapport avec les fonctions importantes qu'ils remplissent. Ces considérations ont une importance parfois prépondérante au point de vue du crédit de notre pays. Le Gouvernement a bien fait d'entrer largement dans cette voie et la Section centrale ne peut que l'encourager à y persévérer et à généraliser la mesure.

#### 2<sup>e</sup> question.

« M. le Ministre pourrait-il nous dire quelle est la solution donnée à la question du stage à imposer aux candidats-consuls dans les bureaux de nos sociétés d'exportation ou de ceux d'entreprises belges à l'étranger? »

#### Réponse.

« Le vœu émis par le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce en faveur d'un renforcement du stage commercial à imposer aux agents de la carrière consulaire rétribuée n'a pas été perdu de vue par le Gouvernement qui se préoccupe des mesures à prendre à cet effet.

» Plusieurs des vice-consuls nommés dans ces derniers temps avaient, avant leur admission dans la carrière consulaire, accompli un stage dans une maison de commerce ou dans un établissement industriel, soit à l'étranger, tandis que d'autres avaient collaboré aux travaux d'un consulat non rétribué à l'étranger ou d'un consulat étranger en Belgique. »

La réponse du Gouvernement est moins catégorique que celle donnée à la question précédente. Si la question n'a pas été perdue de vue, il ne semble pas qu'elle ait reçu une solution définitive; il résulte, en effet, des déclarations du Gouvernement que tous les vice-consuls récemment nommés n'ont pas accompli le stage préconisé; il semble cependant que celui-ci constitue un avantage sérieux au point de vue des services attendus de nos agents consulaires. La Section centrale engage vivement le Gouvernement à exiger, autant que faire se peut, ce stage préliminaire et à prendre des mesures pour l'organiser systématiquement dans un avenir prochain.

**3<sup>e</sup> Question.**

« Des postes d'attachés commerciaux à nos légations seront-ils créés prochainement, à l'instar de ce qui se fait à l'étranger? »

**Réponse.**

« Les multiples questions que soulève l'adjonction éventuelle d'attachés commerciaux à certains de nos postes diplomatiques à l'étranger continuent à faire l'objet d'une étude attentive de la part du Gouvernement.

» Il est à remarquer que dans le rapport qu'il a adressé au Ministère des Affaires Étrangères le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce ne s'est pas prononcée catégoriquement en faveur de la création d'attachés commerciaux. Il a constaté, non sans raison semble-t-il, que si les besoins l'exigent, il est toujours possible d'adjoindre temporairement à un agent de la carrière diplomatique un collaborateur momentané, un spécialiste, pour étudier une question rentrant dans la branche de travail à laquelle il se consacre. »

Le système préconisé par le Gouvernement peut donner satisfaction provisoirement, mais ne constitue pas une solution complète et définitive de la question. La Section centrale espère que le système de l'adjonction d'un collaborateur momentané à un agent de la carrière diplomatique sera mis en vigueur chaque fois que l'intérêt de notre commerce national l'exigera.

On verra ainsi ce qu'on en peut attendre et s'il ne faut pas recourir à la solution que des pays étrangers ont adoptée.

**4<sup>e</sup> Question.**

« La liste des consuls rétribués figure en annexe au projet de budget (p. 28). La Section centrale désire recevoir communication de la liste des trente vice-consuls qui touchent un traitement? »

**Réponse.***Liste des vice-consuls de carrière actuellement en fonctions.*

| NOMS.                        | Poste auquel le vice-consul est adjoint. |
|------------------------------|------------------------------------------|
| Dauge (A.) . . . . .         | Administration centrale.                 |
| Franck (E.) . . . . .        | Constantinople.                          |
| Van Haute (J.) . . . . .     | Mexico.                                  |
| Longrée (F.) . . . . .       | Cologne.                                 |
| Van Biervliet (A.) . . . . . | Londres.                                 |
| Casteur (E.) . . . . .       | Washington.                              |

|                                            |                     |
|--------------------------------------------|---------------------|
| Remes (A.) . . . . .                       | Buenos-Ayres.       |
| Nemry (L.) . . . . .                       | Manille.            |
| Watteeuw (M.) . . . . .                    | Smyrne.             |
| Chaidron (R.) . . . . .                    | La Paz de Ayacucho. |
| Pétrement (F.) . . . . .                   | Bangkok.            |
| Simon (G.) . . . . .                       | Peking.             |
| Biolley (F.) . . . . .                     | New-York.           |
| Clément (T.) . . . . .                     | Tunis.              |
| Genis (L.) . . . . .                       | Caracas.            |
| Van Schendel (G.) . . . . .                | Shanghai.           |
| Moulin (F.) . . . . .                      | Johannesburg.       |
| Bourseaux (L.) . . . . .                   | Yokohama.           |
| Gobert (F.) . . . . .                      | Peking.             |
| Van Cutsem (A.) . . . . .                  | Tientsin.           |
| Chev. de Wouters d'Oplinter (R.) . . . . . | Ottawa.             |
| De Tollenaere (T.) . . . . .               | Hong-Kong.          |
| Motte (A.) . . . . .                       | Sophia.             |
| Ulser (M.) . . . . .                       | Guatemala.          |
| Sergoyne (O.) . . . . .                    | Melbourne.          |
| Van der Straeten (H.) . . . . .            | La Havane.          |
| Bernard (H.) . . . . .                     | Santiago du Chili.  |
| Verstraeten (P.) . . . . .                 | Kobé.               |

» MM. L. De Waele et G. Stadler, vice-consuls de carrière, ont été promus consuls le 30 novembre dernier. Ces agents ont respectivement été appelés à remplir leurs nouvelles fonctions à la Nouvelle-Orléans et à Calcutta. »

Il a semblé intéressant à la Section centrale de recevoir communication du tableau des vice-consuls rétribués, afin de se rendre compte de leur répartition à travers le globe. Nous ne pouvons que répéter ici ce que nous avons dit plus haut au sujet des consuls : les agents rétribués de notre corps consulaire doivent se rencontrer sous toutes les latitudes, afin de renseigner nos compatriotes sur les besoins des divers pays, ainsi que sur les conditions que doivent présenter nos produits, tant au point de vue de la qualité, de la forme, que de l'emballage et des modes d'expédition.

Pour cela des agents actifs et au courant des nécessités commerciales, surtout dans les pays d'Outre-mer, sont indispensables. Il semble raisonnable en ce cas de les rétribuer pour les services qu'ils rendent, et les mêmes considérations émises plus haut semblent s'appliquer également à leur situation.

### Tarifs douaniers.

La question des tarifs ne pouvait laisser la Section centrale indifférente ; le pays est inquiet et la situation actuelle ne peut perdurer.

Les questions suivantes ont été adressées au Département à ce sujet :

**5<sup>me</sup> Question.**

« La mise en vigueur du nouveau tarif douanier français a-t-elle une répercussion sur nos importations en France et, dans l'affirmative, dans quelles proportions? »

**Réponse.**

« Il ne serait guère possible d'apprécier dès à présent avec quelque exactitude la répercussion, sur nos importations en France, des taxes douanières établies par la loi française du 29 mars 1910.

• Les constatations faites par les industriels eux-mêmes permettent toutefois d'affirmer que les relèvements de droits constitueront, pour nombre d'articles, une entrave sérieuse à notre exportation vers le marché français ».

**6<sup>me</sup> Question.**

« Le Gouvernement belge, à la suite du vote du nouveau tarif douanier français, a chargé le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce d'examiner les mesures à prendre pour défendre notre industrie et notre commerce contre les conséquences fâcheuses de la mise en vigueur de ce tarif.

» Quel est le résultat des travaux de ce Collège? »

**Réponse.**

« Comme on le sait, le Conseil supérieur de l'industrie et du commerce, consulté à la fin de 1909 par le Gouvernement « aux fins de délibérer sur » les moyens propres à remédier aux conséquences qu'aurait la mise en » vigueur du nouveau tarif français », a adopté le 16 mars 1910 les conclusions d'un premier rapport de la Commission qui avait été nommée dans son sein pour examiner de près la question. Le Conseil se ralliait ainsi au principe d'une majoration raisonnable des droits purement fiscaux que les traités nous permettent de modifier, en vue d'offrir à l'État des ressources nouvelles à affecter au développement de nos relations commerciales extérieures.

» Le Conseil supérieur jugea utile de procéder ensuite à une enquête pour recueillir l'expression des sentiments et des vœux des différentes branches d'industrie, et le soin d'organiser cette enquête fut confié à la même Commission. Celle-ci, l'enquête terminée, s'est occupée de formuler les conclusions qui se dégagent des dépositions recueillies. Elle vient de tenir à cet effet une série de réunions, et le Conseil lui-même sera appelé à délibérer en séance plénière, le 1<sup>er</sup> février, sur les propositions qui lui seront soumises. »

Depuis que cette réponse nous est parvenue, le rapport de la Commission

spéciale du Conseil supérieur de l'industrie et du commerce a été publié. L'importance de ses conclusions n'échappera à personne et, au moment voulu, nous aimons à croire que chacun saura remplir son devoir.

Un projet de loi déposé par le Gouvernement et un autre dû à l'initiative parlementaire ayant été soumis aux sections, nous croyons inutile d'ajouter ici quelques commentaires.

### **Unification du Service de l'émigration.**

Cette question ayant été soulevée dans une section, la Section centrale a cru opportun de demander quelques renseignements au Gouvernement.

Il résulte de la réponse que « les exigences de la santé publique ont engagé le Service d'hygiène dépendant du Ministère de l'Intérieur à établir, à Anvers, une surveillance plus stricte à l'égard des émigrants traversant notre territoire, notamment en cas d'épidémie.

» Ce Service, quoique complètement distinct du Service de l'émigration relevant du Ministère des Affaires Étrangères, prête à celui-ci un concours très apprécié.

» Il serait difficile, toutefois, de les unifier, même sous le rapport sanitaire et médical proprement dit. La mission qui incombe au Service d'hygiène consiste principalement à protéger la santé publique en Belgique, notamment contre les dangers qui pourraient résulter de l'affluence des émigrants de toute nationalité à Anvers; le rôle du Service de l'émigration est tout autre; les prescriptions des règlements qu'il a à appliquer ont été édictées en vue de la protection personnelle des émigrants sous le rapport sanitaire : comme à tous autres égards pendant leur séjour en Belgique et pendant leur transport par mer. »

### **Bureaux internationaux.**

La Section centrale a posé, à ce sujet, la question suivante :

#### **7<sup>e</sup> Question.**

« A diverses reprises, les Chambres ont formulé le vœu de voir de nouveaux bureaux internationaux s'installer à Bruxelles. A la suite de l'Exposition internationale de Bruxelles, il y a-t-il de nouvelles associations internationales qui aient établi leur siège dans notre capitale? Lesquelles? »

#### **Réponse.**

« Il s'est tenu, au cours de l'année 1910, un grand nombre de congrès. Plusieurs ont donné lieu à des projets d'institutions internationales perma-

nentes dont le siège serait fixé à Bruxelles. A la suite du Congrès des sciences administratives, notamment, un Musée international administratif a été fondé, qui a déjà reçu de la générosité du Gouvernement espagnol une série de documents d'un haut intérêt.

» D'autre part, la Conférence de statistique commerciale, réunie à Bruxelles en septembre dernier, a été saisie de la proposition de créer dans la capitale de la Belgique un Bureau international de statistique. Il sera statué à ce sujet dans une session ultérieure.

» Il va de soi que le Gouvernement du Roi prêterait très volontiers son concours pour l'organisation de ces utiles institutions. »

La Section centrale se déclare satisfaite de la réponse donnée; on ne peut nier l'importance de l'institution de ces bureaux internationaux au centre même de notre pays; nos relations avec les autres peuples du monde s'accroissent chez nous, par l'existence de ces organismes, dans des proportions très considérables, mais pour leur donner toute la stabilité voulue, une législation définitive sur la matière manque encore dans notre arsenal des lois. La Section centrale exprime le vœu de voir cette lacune comblée à brève échéance.

\*  
\* \*

Un dernier point a enfin attiré l'attention de la Section centrale.

Dans une des sections, un membre a demandé des explications au sujet des fortifications que le Gouvernement hollandais se propose d'élever à Flessingue.

La Section centrale a estimé que l'interpellation annoncée sur ce sujet aurait donné pleine satisfaction à tous les membres de la Chambre et qu'il n'y avait, dès lors, pas lieu d'insister qu'elle soit développée avant la discussion du Budget qui fait l'objet de ce rapport.

\*  
\* \*

La Section centrale a approuvé le Budget par quatre voix contre une.  
Le rapport a été approuvé par quatre voix contre deux.

*Le Rapporteur,*

Chev. DE GHELLINCK D'ELSEGHIEU.

*Le Président,*

COOREMAN.



(1)

(N<sup>o</sup> 74 )

# Kamer der Volksvertegenwoordigers.

---

VERGADERING VAN 10 FEBRUARI 1911.

Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken  
voor het dienstjaar 1911 (1).

## VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING (2) UITGEBRACHT DOOR  
DEN HEER DE GHELLINCK D'ELSEGHEM.

MIJNE HEEREN,

|                                                                                                                        |             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------|
| Het ontwerp van Begrooting van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken voor het dienstjaar 1911 bedraagt . . . . . fr. | 4,395,353 » |
| Dit van 1910 bedroeg . . . . .                                                                                         | 4,206,908 » |
| Dus eene verhooging van . . . . . fr.                                                                                  | 188,445 »   |

Voor 1911 wordt geene enkele buitengewone uitgaaf voorzien; in 1910 werd een krediet van 25,000 frank uitgetrokken voor de slachtoffers van den watersnood in Frankrijk. Dus vermeerderden de gewone uitgaven met 213,445 frank.

De artikelen, die eene vermeerdering ondergingen, zijn de volgende :

ART. 2. — *Personeel der bureelen*. Vermeerdering : 3,795 frank, veroorzaakt door de wijzigingen die werden gebracht in de kaders van het Hoofdbestuur, waar de afschaffing van eene algemeene directie opwoog tegen eene uitbreiding van personeel.

---

(1) Begrooting, n<sup>o</sup> 4, V.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer COOREMAN, was samengesteld uit de heeren AUGUSTEYNS, DE BUE, DE GHELLINCK D'ELSEGHEM, THIENPONT, JANSSEN en GRAYIS.

ART. 6. — *Jaarwedde der diplomatische agenten, enz.* Vermeerdering : 150,000 frank. Daarover spreken wij verder in dit verslag.

ART. 9. — *Jaarwedde van een kanselier, enz.* Vermindering : 5,500 fr. Daar bij het Gezantschap te Washington geen kanselier werd aangesteld, werd het voor 1910 voorziene krediet van 6,000 frank afgeschaft, doch aangezien eene jaarwedde moest worden verhoogd met 500 frank, valt de vermindering in artikel 9 op 5,500 frank.

ART. 10. — *Jaarwedden van dragomans, enz.* Vermeerdering : 9,150 fr. ten gevolge van de aanstelling van een tolk bij het Consulaat-Generaal te Tientsin (China) en de verhooging van zekere wedden.

ART. 13. — *Kanselarijcosten.* Vermeerdering : 6,000 frank. Nieuwe lasten, namelijk buitengewone werken, die de hulp vragen van tijdelijke beambten, vergen deze vermeerdering van krediet.

ART. 14. — *Uitzondertijke en tijdelijke toelagen aan beambten van den Consulaires Dienst, enz.* Vermeerdering : 85,000 frank.

Er dient te worden aangemerkt, dat de vroegere bewoordingen van artikel 14 luiden : *Buitenlandsche Dienst* in stede van *Consulaire Dienst*; vroeger, inderdaad, betroffen deze toelagen ook het Diplomatisch Korps. Ingevolge deze wijziging is het artikel toepasselijk enkel op den Consulaires Dienst, en al wat den Diplomatischen Dienst betreft, werd overgeplaatst naar artikel 6, dat aldus eene vermeerdering ondergaat van 32,000 frank. Daaruit volgt, dat de werkelijke vermeerdering der toelagen aan de leden van het Consulaire Korps  $85,000 + 32,000 = 117,000$  frank bedraagt.

Wij zullen verder op deze kwestie terugkomen.

De Begrooting werd goedgekeurd in vier afdeelingen en verworpen in de twee overige. De stemmen werden als volgt uitgebracht :

|                          |       |        |         |                      |
|--------------------------|-------|--------|---------|----------------------|
| 1 <sup>e</sup> afdeeling | . . . | 8 ja,  | 9 neen, | 1 onthouding.        |
| 2 <sup>e</sup> id.       | . . . | 13 id. | 6 id.   | 3 id.                |
| 3 <sup>e</sup> id.       | . . . | 14 id. | 5 id.   | 2 id.                |
| 4 <sup>e</sup> id.       | . . . | 15 id. | 4 id.   | 1 id.                |
| 5 <sup>e</sup> id.       | . . . | 0 id.  | 0 id.   | 0 id. <sup>(1)</sup> |
| 6 <sup>e</sup> id.       | . . . | 12 id. | 10 id.  | 0 id.                |

### Gezantschappen.

Herhaaldelijk vestigden de Kamerleden de aandacht van de Regeering op de verhooging der jaarwedden van de gezantschapsraden en -secretarissen, ten einde de aanwerving onzer vertegenwoordigers in vreemde landen te verzekeren. De Regeering is dien weg ingeslagen, en, na

(1) In het verslag van de 5<sup>de</sup> afdeeling werden de stemmen niet opgenomen.



de verbetering te hebben bewerkt van den toestand der ministers en buitengewone gezanten, namelijk met het oog op hunne representatiekosten, stelt zij ons heden voor, de schaal der jaarwedden van de gezantschapsraden en -secretarissen te verhoogen; het minimum van de jaarwedde van gezantschapsraad zou van 9,000 tot op 10,000 frank worden gebracht en het maximum van 11,000 tot op 14,000 frank. De wedden der secretarissen zouden worden gebracht van 5,000 tot op 6,000 frank, en zij zouden tweemaal kunnen worden verhoogd met 1,000 frank, wat vroeger niet werd voorzien.

Bovendien zouden de agenten, naar den vreemde gezonden zonder titularis te zijn van een secretarispost, eene wedde genieten van 4,200 frank 's jaars of 350 frank voor elke maand buitenlandsch verblijf.

Aldus zouden zij eene welverdiende vergoeding genieten, aangezien de toegang tot het ambt thans wordt onderworpen aan meer ernstige voorwaarden dan voorheen.

Men moet de Regeering gelukwenschen met deze hervorming, waarvan de goede gevolgen niet zullen uitblijven.

De opoffering is gering; zij bedraagt 83,000 frank en zal in ruime mate worden vergoed door de diensten, aan onze landgenooten door onze vertegenwoordigers in den vreemde bewezen.

Een andere maatregel, waarmede de Regeering werd gelukgewenscht door de Middenafdeeling, is deze: onze diplomatische agenten worden thans beter betaald voor de uitzonderlijke lasten die zij op zich laden in het belang van den Belgischen handel, alsook voor die welke voortspruiten uit toevallige en tijdelijke omstandigheden, zooals een onrustwekkende economische of politieke toestand in het land waar zij verblijven.

Vroeger werden deze vergoedingen uitgetrokken bij artikel 14, gemeen aan de diplomatische en consulaire diensten. Zooals wij reeds zegden, werd het verkieslijk geoordeeld deze toelagen samen te brengen met de wedden, vermeld in artikel 6, betreffende enkel het Diplomatisch Corps en waarvan zij de aanvulling zijn. Deswege ondergaat het artikel eene vermeerdering van 32,000 frank, die, gevoegd bij de 83,000 frank noodig voor de verhooging der wedden, de totale vermeerdering van artikel 6 tot op 115,000 frank brengen.

In eene der afdeelingen, vroeg een lid dat men onze diplomatische agenten niet zoo dijkwijs van verblijf zou doen veranderen. De Middenafdeeling hield zich met deze zaak onledig en kon zich vergewissen dat het departement van Buitenlandsche Zaken er naar streeft, een zelfden agent zoo weinig mogelijk van verblijf te doen veranderen. Nochtans zijn er gevallen die de Regeering noodzakelijk verplichten de verdeeling der posten onder de agenten te wijzigen. In 1910, bij voorbeeld, overleden drie Gevolmachtigde Ministers in dienst, en er moest worden voorzien in hunne vervanging, hetgeen aanleiding gaf tot aanzienlijke verplaatsingen en henoemingen in 't personeel.

Op eene vraag, door een lid in eene der afdeelingen gesteld, werd nog een ander punt bestudeerd door de Middenafdeeling. Dit lid wenscht wijziging in het organiek reglement, namelijk zoo, dat de ambtenaren van het Hoofdbestuur kunnen worden geroepen tot het bestuur van eenen diplomatischen post, evenals het aan de diplomatische agenten geoorloofd is in de kaders van het Hoofdbestuur te treden.

Het Departement, daarover geraadpleegd, antwoordde dat inderdaad herhaaldelijk zekere diplomaten werden geroepen om bij te dragen tot de werken van het Ministerie van Buitenlandsche Zaken.

. Om slechts te gewagen van de laatste tien jaren, heeft de huidige Minister te Bucharest gedurende zes jaar het ambt waargenomen van bureeloverste bij het politiek bestuur. De Minister te Athenen eveneens heeft tweemaal zijne medewerking verleend aan ditzelfde algemeen bestuur in 1900 en in 1901. Hij heeft insgelijks de Kanselarij beheerd gedurende zes maanden in 1903. Ten slotte werd de Gevolmachtigde Minister, thans Minister van het Huis des Konings, toegevoegd aan den algemeenen bestuurder voor de politiek, van October 1907 af tot einde 1909, gedurende het tijdvak dat de inlijving van Congo voorafging en volgde.

Gezantschapssecretarissen hebben insgelijks hunne medewerking verleend aan het politiek bestuur.

Daar de ambtenaren van het Hoofdbestuur titel noch rang hebben in het Diplomatisch Corps, zouden zij, behoudens zeer zeldzame uitzonderingen, geen deel kunnen uitmaken van het personeel der gezantschappen noch ambtelijk deelnemen aan de werkzaamheid van onze diplomatische agenten in den vreemde.

### Consulaten

De Regeering verdient bijzonderen lof voor de steeds toenemende uitbreiding van ons Consulaire Corps. Sedert verscheidene jaren werden verhoogingen van krediet door de Kamers goedgekeurd om het getal bezoldigde consuls te vergrooten. Zoo groeide in enkele jaren het krediet met 600,000 frank aan. Moet men zich daarbij houden? De Middenafdeeling meent van neen; zij verlangt eenstemmig dat nieuwe plaatsen van bezoldigde consuls tot stand komen en, om zich wel op de hoogte te stellen van die zaak, richtte zij tot de Regeering verschillende vragen, die wij met hun antwoord in dit verslag zullen inlasschen.

Wij hechten eraan op te merken, dat uitmuntende maatregelen, waarmee wij de Regeering moeten gelukwenschen, sedert de consulaire hervorming in 1896 werden genomen tot verbetering van den financieelen toestand der bezoldigde agenten.

Het maximum der wedde van de onderconsuls, dat in het organiek besluit van 25 September 1896 bepaald was geworden op 8,000 frank, werd tot op 10,000 frank gebracht. Bovendien werd besloten, dat de agenten dier

klasse, tijdelijk belast met het beheer van een consulaat, buiten hunne wedde, eene maandelijksche vergoeding zouden genieten van 500 frank.

Zooals men ziet, bestaan de wedden der consuls en der consuls-generaal uit twee bestanddeelen: het eene vast en onveranderlijk voor alle posten, zijnde 6,000 frank voor de consuls en 8,000 frank voor de consuls-generaal, het andere veranderlijk naar gelang van de verblijfplaats dezer agenten. Om het veranderlijke bestanddeel te bepalen, zijn de posten verdeeld in vijf klassen naar de lasten die zij aan de titularissen daarvan opleggen en de bezwaren die dezen kunnen ondervinden wegens het klimaat van het land waar zij geroepen zijn hun ambt uit te oefenen.

Het veranderlijke bestanddeel van de wedde, toegekend aan de posten van de eerste klasse, werd in 1908 verhoogd met 2,000 frank.

Anderdeels, werden wijzigingen gebracht in de rangschikking der posten, in 1896 tot stand gekomen; deze wijzigingen hadden tot gevolg zekere consulaten over te brengen naar eene meer voordeelige klasse, wat betreft de bepaling van het veranderlijke gedeelte der wedde.

Eene bijwedde van 2,000 frank werd sedert ettelijke jaren toegekend aan de consuls belast met het beheer van een consulaat-generaal.

Het organiek besluit van 1896 voorziet dat de consul-generaal, die gezonden wordt naar een land waar geen Belgisch diplomatisch agent geaccrediteerd is, gedurende den termijn zijner zending met een diplomatischen titel kan worden bekleed, behalve zijn consulairen titel, wanneer het algemeen belang zulks vereischt.

Beslist werd dat de agenten, die den titel voeren van zaakgelastigde, van minister-resident of van buitengewoon gezant en gevolmachtigd minister, boven hunne wedde vergoedingen zouden genieten van respectievelijk 3,000, 5,000 en 8,000 frank.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken beschikt, sedert 1902, over een bijzonder krediet waarbij « uitzonderlijke en tijdelijke toelagen » kunnen worden verleend aan agenten van den buitenlandschen dienst tot vergoeding van uitzonderlijke lasten, in het belang van den Belgischen handel op zich genomen of voortspruitende uit bijzondere gebeurtenissen in het land waar zij verblijf houden. De op dit krediet verleende vergoedingen staan omstandig vermeld in de Begrooting.

Maatregelen werden, in den loop der laatste jaren, door de Regeering genomen om ter beschikking van zekere consulaire agenten in den vreemde, en namelijk in het Oosten, vaste en behoorlijke huisvesting te stellen. Zoo werd een hotel gebouwd ten behoeve van den Consul-generaal van België te Seoul en werd een gebouw te Shangai aangekocht door den consulairen vertegenwoordiger van België in deze stad.

Zoo ook werd in de city te Londen, voor de Kanselarij van het Consulaat-generaal aldaar, een lokaal gehuurd, waarvan de huurprijs, de kosten van verwarming, van verlichting en van onderhoud door het Departement van Buitenlandsche Zaken worden bekostigd.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken heeft dit jaar aan de Wet-

gevende Kāmers een krediet gevraagd om gedeeltelijk de kosten te vergoeden die zekere agenten zich opleggen om hunne posten zóó in te richten, dat deze beantwoorden aan de belangrijkheid ervan en aan de vereischten van den dienst.

Die toelagen worden uitbetaald op vertoon van het huurcontract betrekking hebbende op de verhuring hetzij van de woning van den agent, hetzij van de kanselarij der standplaats, wanneer deze kanselarij is gevestigd buiten de private woning van den titularis.

Verscheidene maatregelen werden genomen om de hoofden van onze consulaire posten in den vreemde te ontslaan van zekere kosten, hun bij het uitoefenen van hunne zending veroorzaakt. Aldus werden kredieten ter beschikking van onze agenten gesteld om hun toe te laten een abonnement te nemen op tijdschriften van economischen aard, verschijnende zoowel in België als in de landen hunner residentie, om schrijfmachines aan te koopen, enz.

Verscheidene andere maatregelen tot verbetering van den geldelijken toestand der agenten van den Consulaires Dienst worden onderzocht door het Departement van Buitenlandsche Zaken, dat zich voorbehoudt ten gepasten tijde de jaarwedden van genoemde agenten eene algemeene wijziging te doen ondergaan.

Zooals wij het deden opmerken naar aanleiding van de diplomatische agenten, zorgt het Departement dat de titularissen van onze consulaire posten niet te dikwijls van standplaats veranderen, opdat onze handelaars en nijverheidsmensen nut zouden kunnen trekken uit de kennis, door onze agenten opgedaan in de landen waar zij hun ambt waarnemen.

Artikel 13 van het organiek besluit van 25 September 1896 bepaalt dat maatregelen zullen genomen worden om de reizen in België van onze bezoldigde consulaire agenten te bevorderen, over 't algemeen om de vijf jaar. Deze bepaling werd hoofdzakelijk ingevoerd om het behouden van agenten in dezelve standplaats gedurende een tamelijk langen tijd te vergemakkelijken. De agenten die, om van post te veranderen, ons land niet moesten doorreizen, dienden immers de gelegenheid te hebben in voeling te komen met de Belgische zakenwereld.

Het spreekt van zelf, dat bijzondere omstandigheden — zooals, bij voorbeeld, de noodzakelijkheid, na enkele jaren, naar eene meer gematigde luchtstreek de agenten te zenden die in posten met ongunstig klimaat verbleven — de verplaatsingen soms minder zeldzaam maken dan in zekere opzichten wenschelijk ware.

De bezoldigde onderconsuls, die in werkelijkheid een waren proeftijd uitdoen, en die worden toegevoegd aan consuls of consuls-generaal, dienen, met het oog op hun opleiding en alvorens tot consul te worden bevorderd, hunne taak van medewerkers in landen van uiteenloopenden aard te kunnen vervullen. Tijdens hun proeftijd worden zij, over 't algemeen, aan drie verschillende posten gehecht. Zij worden, bijgevolg, nog al dikwijls verplaatst.

Wat betreft de verhouding tusschen het consulaire personeel en het Hoofdbestuur, kunnen, krachtens artikel 3 van het organiek reglement der consulaten, beambten van het Algemeen Bestuur van handel en consulaten, die gedurende ten minste zes jaar de plaats van bureeloverste of eene hoogere betrekking hebben bekleed, tot het ambt van consul worden benoemd.

Met toepassing van deze bepaling, werden twee der agenten van het huidig Consulaire Corps benoemd. Het zijn de heeren Pollet, consul-generaal van België te Londen, en Huylebroek, consul-generaal te Melbourne.

De kennis, door deze agenten verworven bij het uitoefenen van hun bestuurlijk ambt, kwam hun zeer te stade voor hunne consulaire praktijk, en de uitslagen, door deze dubbele proefneming bekomen, kunnen het Departement slechts aanzetten tot het doen van nog zulke benoemingen.

Niets zou overigens, bij voorkomend geval, de Regeering beletten, ten tijdelijken titel, beambten van het Algemeen Bestuur van handel en consulaten te roepen tot consulaire posten, voorloopig zonder titularis; het Hoofdbestuur kan slechts nut halen uit die tijdelijke verblijven in vreemde landen.

De leden van het Consulaire Corps worden, anderdeels, vaak geroepen om tijdelijk mede te werken bij den Dienst van handel en consulaten.

Deze betrekkingen tusschen agenten van den buitenlandschen dienst en die van het Hoofdbestuur zijn geschikt om de meest gelukkige uitslagen op te leveren.

#### Eerste vraag.

« Herhaaldelijk werd gevraagd het getal bezoldigde consuls te vermeerderen. In 1910 antwoordde de Regeering dat zij in staat was vier nieuwe posten in te richten, dank zij de verhooging van krediet, te harer beschikking gesteld. Kan de heer Minister ons zeggen of aan dit voornemen werd gevolg gegeven en waar, bij voorkomend geval, deze nieuwe posten werden ingesteld? »

#### Antwoord.

« Inlichtingen werden ingewonnen bij den Hoogeren Raad van nijverheid en handel over de practische middelen die het volkomen welslagen moesten verzekeren van de economische zending der ambtenaren van den buitenlandschen dienst; de Raad was voor het instellen van vier nieuwe bezoldigde posten, inzonderheid in landen van Europa.

» Overeenkomstig dit inzicht, werden algemeene bezoldigde consulaten ingesteld te Barcelona en te Milaan, en een bezoldigd consulaat te Gottemburg.

» Het onderzoek betreffende den vierden in te stellen post, waartoe men besloten had over te gaan, is thans nog niet geëindigd.

» De Hoogere Raad wees insgelijks op het nut, bezoldigde consuls te benoemen in sommige landen van Zuid-Amerika, in Australië en in de Straits Settlements.

» Deze maatregel ligt ter studie en, om dezen te verwezenlijken, zullen, te gelegener tijd, de vereischte kredieten worden aangevraagd bij de Wetgeving.

» Deze nieuwe posten zou men kunnen instellen in sommige Afrikaansche gewesten, met name in de republieken Ecuador, Paraguay en Uruguay, en in de Straits Settlements, waar België thans niet is vertegenwoordigd door bezoldigde consuls, die er voor goed gevestigd zijn, alsmede in Australië, waar de verschillende Staten onder het gebied staan van een enkelen bezoldigden post. »

Het antwoord der Regeering is van aard om voldoening te schenken aan de wenschen uitgedrukt door den Hoogereren Raad van handel en nijverheid, zoowel als door de Kamer der Volksvertegenwoordigers en door den Senaat; uit het antwoord blijkt, dat ons Ministerie van Buitenlandsche Zaken voortgaat op den weg, dien het voor eenige jaren heeft ingeslagen.

De Middenafdeeling kan niet anders dan het Ministerie aanmoedigen om voort te gaan op dien weg en het kader der bezoldigde consuls aan te vullen; tot het bereiken van dit doel kan het land de noodige kredieten niet weigeren, nu vooral dat de economische strijd zoo heftig wordt. Dat onze nijverheid en onze handel behoefte hebben aan nieuwe vertierwegen, daarvan is iedereen overtuigd. Nu de toegang tot sommige markten voor onze producten onmogelijk wordt ten gevolge van beschermende tolrechten, worden nieuwe markten onontbeerlijk, om er onze nationale voortbrengselen aan te bieden, niet in ondergeschikten rang, door bemiddeling van vreemde handelshuizen, maar rechtstreeks, als oorspronkelijke waar met het merk : *Made in Belgium*.

Terwijl onze voortbrengselen aan den verbruiker worden geleverd, moet deze niet langer meer onkundig blijven van hunne herkomst; onze producten kunnen de vergelijking met die van onze mededingers doorstaan, en zijn onze consuls, in handelszaken, een te waardeeren steun voor de Belgische voortbrengers, toch is het waar dat deze laatsten zelf ernstige pogingen moeten aanwenden en, tot bereiking van het voorgestelde doel, nog meer op zich zelven moeten rekenen.

Van groot belang is het, in alle landen en in alle gewesten te kunnen rekenen op de bevoegdheid en den ijver van de consuls en de opofferingen, daartoe gedaan, zijn nooit te groot. De Middenafdeeling kan dus niet dan instemmen met de laatste alinea van het antwoord, waarbij wordt voorzien de uitbreiding van het Consulaire Corps.

Werd het aangevraagde krediet tot uitkeering der wedden onzer consuls niet verhoogd voor het dienstjaar 1911, dan moeten wij toch doen opmerken dat hun toestand onrechtstreeks werd verbeterd door de nieuwe opgave en de verhooging van het krediet van artikel 14.

Dit artikel behelsde in 1910 een krediet van 75,000 frank, en daarin werden tot hier toe buitengewone vergoedingen voorzien, uit te keeren aan de leden van het Diplomatische en Consulaire Corps. Zooals wij deden

opmerken, wordt voortaan het Diplomatische Corps buiten de voordeelen gesloten van artikel 14; voldoening wordt aan dit corps geschonken door middel van kredietverhooging in artikel 6.

Vermits de uit te trekken som op de buitengewone vergoedingen 32,000 frank bedraagt ten bate van het Diplomatische Corps, wordt de beschikbare som voor buitengewone consulaire lasten inderdaad verhoogd niet enkel met 85,000 frank; bij de Begroting voorzien, maar ook nog met 32,000 frank, som die voortijds ten goede kwam aan de diplomatische agenten. De verhooging toegekend aan het Consulaire Corps bedraagt dus 117,000 frank.

Reeds in 1910 werden deze buitengewone vergoedingen voorzien, namelijk om onze consulaten in te richten op behoorlijke wijze, daar waar de huishuur buitengewoon hoog komt te staan.

Onze consuls immers mogen niet op te eenvoudige wijze gehuisvest zijn en ook geen woningen betrekken die niet overeenkomen met het gewichtig ambt dat zij vervullen. Dit kan soms eene overwegende beteekenis hebben met het oog op het aanzien van ons land. De Regeering handelde wijselijk, door daarin ruimschoots te voorzien en de Middenafdeeling kan niet anders doen dan haar aansporen tot volharding in dien weg en tot algemeenmaking van dezen maatregel.

#### 2<sup>e</sup> Vraag.

« Wil de heer Minister ons zeggen welke oplossing werd gegeven aan de vraag betreffende den proeftijd op te leggen aan de kandidaten-consuls in de bureelen onzer maatschappijen van uitvoer en in de bureelen van Belgische ondernemingen in den vreemde? »

#### Antwoord.

« De wensch uitgebracht door den Hoogeren Raad van nijverheid en handel ten bate van de verlenging van den handelsproeftijd, op te leggen aan de kandidaten voor het bezoldigd Consulaire Corps, werd niet uit het oog verloren door de Regeering, die zich onledig houdt met de tot dit einde te treffen maatregelen.

» Tal van onderconsuls, in deze laatste tijden benoemd, hadden, alvorens te worden opgenomen in het Consulaire Corps, eenen proeftijd voleind in een handelshuis of in eene nijverheidsinrichting, gevestigd hier of in het buitenland; anderen hadden hunne medewerking verleend bij een niet-bezoldigd consulaat in het buitenland of bij een vreemd consulaat in België. »

Het antwoord van de Regeering op deze vraag is min afdoende dan dit op de vorige gegeven. Werde de vraag niet uit het oog verloren, toch schijnt zij geene eindoplossing te hebben bekomen; uit de verklaringen van de Regeering blijkt inderdaad, dat niet alle de onlangs benoemde onderconsuls den aangeprezen proeftijd hebben uitgemaakt, ofschoon deze nochtans van ernstig belang schijnt te wezen met het oog op de diensten die van hen

worden verwacht. De Middenafdeeling dringt er op aan bij de Regeering opdat deze, in de mate van het mogelijke, dezen proeftijd als eisch zou stellen en de maatregelen nemen zou om dezen voorafgaande proeftijd al spoedig op stelselmatig wijze in te richten.

### 3<sup>e</sup> Vraag.

« Worden eerlang, zooals het in den vreemde geschiedt, aan onze gezantschappen handelsattaché's toegevoegd? »

### Antwoord.

De velerlei vragen betreffende handelsattaché's, die, bij voorkomend geval, kunnen worden toegevoegd aan sommige onzer gezantschappen in den vreemde, maken nog steeds het voorwerp uit der aandachtige studie van de Regeering.

» Wij wijzen er op, dat de Hoogere Raad van nijverheid en handel, in zijn verslag overgemaakt aan het Ministerie van Buitenlandsche Zaken, geen stellig gunstige meening heeft geuit omtrent het benoemen van handelsattaché's. Niet ten onrechte schijnt de Raad te vinden dat, als de omstandigheden het vereischen, het altijd mogelijk is aan het Gezantschap een tijdelijken medewerker toe te voegen, een vakman die gelast is eene kwestie te bestudeeren welke behoort tot zijne bijzondere bevoegdheden. »

Het voorstel, door de Regeering voorgestaan, kan tijdelijk voldoening schenken, maar is geene volledige eindoplossing van het vraagstuk. De Middenafdeeling hoopt dat, telkenmale onze nationale handel het vereischt, het stelsel van toevoeging zal worden toegepast, dat hierin bestaat, tijdelijk eenen medewerker te hechten aan een gezantschap.

Op deze wijze zal het blijken wat men ervan verwachten mag en of er niet moet worden overgegaan tot het stelsel, aangenomen door andere landen.

### 4<sup>e</sup> Vraag.

« De lijst der bezoldigde consuls komt voor in de bijlage van het ontwerp van begrooting (bl. 28). De Middenafdeeling wenscht mededeeling te bekomen van de lijst waarop de dertig bezoldigde onderconsuls voorkomen. »

### Antwoord.

*Lijst der thans in bediening zijnde onderconsuls van beroep.*

| NAMEN.                   | Post aan denwelken de onderconsul is gehecht. |
|--------------------------|-----------------------------------------------|
| Dauge (A.) . . . . .     | Hoofdbestuur.                                 |
| Franck (E.) . . . . .    | Constantinopel.                               |
| Van Haute (J.) . . . . . | Mexico.                                       |



|                                   |                     |
|-----------------------------------|---------------------|
| Longrée (F.) . . . . .            | Keulen.             |
| Van Biervliet (A.) . . . . .      | Londen.             |
| Casteur (E.) . . . . .            | Washington.         |
| Remes (A.) . . . . .              | Buenos-Ayres.       |
| Nemry (L.) . . . . .              | Manilla.            |
| Watteeuw (M.) . . . . .           | Smyrna.             |
| Chaidron (R.) . . . . .           | La Paz de Ayacucho. |
| Pétrement (F.) . . . . .          | Bangkok.            |
| Simon (G.) . . . . .              | Peking.             |
| Biolley (F.) . . . . .            | New-York.           |
| Clément (T.) . . . . .            | Tunis.              |
| Génis (L.) . . . . .              | Caracas.            |
| Van Schendel (G.) . . . . .       | Shanghai.           |
| Moulin (F.) . . . . .             | Johannesburg.       |
| Bourseaux (L.) . . . . .          | Yokohama.           |
| Gobert (F.) . . . . .             | Peking.             |
| Van Cutsem (A.) . . . . .         | Tientsin.           |
| Ridder de Wouters d'Oplinter (R.) | Ottawa.             |
| De Tollenaere (T.) . . . . .      | Hong-Kong.          |
| Motte (A.) . . . . .              | Sophia.             |
| Ulser (M.) . . . . .              | Guatemala.          |
| Sergoyne (O.) . . . . .           | Melbourne.          |
| Van der Straeten (H.) . . . . .   | Havana.             |
| Bernard (H.) . . . . .            | Santiago (Chili).   |
| Verstraeten (P.) . . . . .        | Kobé.               |

« De heeren L. De Waele en G. Stadler, bezoldigde onderconsuls, werden op 30 November jongstleden bevorderd tot consul. Zij werden geroepen hun nieuw ambt waar te nemen, de eerste te Nieuw-Orleans, de tweede te Calcutta. »

Het was van belang voor de Middenafdeeling, inzage te nemen van de tabel der bezoldigde onderconsuls; op deze wijze konden wij ons reken-schap geven in hoeverre die over den aardbol zijn verspreid; wij kunnen hier slechts herhalen wat wij hooger zegden over de consuls : de bezoldigde agenten van ons Consulaire Corps moeten worden aangetroffen in alle gewesten, ten einde onze medeburgers in te lichten over de noodwendigheden der verschillende landen, over de vereischten die van onze producten worden gevegd, zoowel ten opzichte van hunne hoedanig-heid en vorm als ten opzichte van de inpakking en de wijze van verzending.

Daarom is het onontbeerlijk, vooral in de overzeesche landen, te zijner beschikking te hebben ijverige ambtenaren, op de hoogte van de eischen des handels. Dan is het echter ook redelijk deze ambtenaren te beloonen voor de door hen bewezen diensten, en de hooger uitgebrachte bedenkingen schijnen ook wel van toepassing te zijn op hunnen toestand.

### **Toltarieven.**

De Middenafdeeling mocht niet onverschillig blijven bij de kwestie der toltarieven ; het land maakt zich bezorgd over den huidige toestand, die niet kan voortduren.

Daaromtrent werden de volgende vragen ingediend bij het Departement :

#### **5° Vraag.**

« Is de toepassing van het nieuw Fransch toltarief van invloed op onzen invoer in Frankrijk, en, zoo ja, in welke mate ? »

#### **Antwoord.**

« Het is niet mogelijk thans reeds op nauwkeurige wijze te schatten in hoeverre onze uitvoer naar Frankrijk werd benadeeld door de tolrechten, bepaald bij de Fransche wet van 29 Maart 1910.

» De vaststellingen, door nijveraars zelven gedaan, laten nochtans toe te bevestigen dat de verhooging van de tolrechten tal van onze export-artikelen op ernstige wijze zal verhinderen op de Fransche markt te komen. »

#### **6° Vraag.**

« Ten gevolge van het onlangs gestemde Fransch toltarief, heeft de Belgische Regeering aan den Hoogeren Raad van nijverheid en handel den last opgedragen naar middelen uit te zien ten einde onze nijverheid en onzen handel te beschermen tegen de nadeelige gevolgen voortspruitende uit het in werking treden van dit tarief.

» Wat hebben de werkzaamheden van dat College opgeleverd ? »

#### **Antwoord.**

« De Hoogere Raad van nijverheid en handel werd, zooals men weet, op het einde van 1909 door de Regeering aangezocht « uit te zien naar » de geschikte middelen die de gevolgen kunnen te keer gaan, voortspruitende uit het in werking treden van het nieuw Fransch toltarief » ; deze Raad vereenigde zich op 16 Maart 1910 met de besluiten van een eerste verslag uitgebracht door de Commissie, uit zijn midden benoemd en gelast de zaak van nabij te onderzoeken. De Raad nam aldus in beginsel aan eene redematige verhooging van de zuiver fiscale rechten welke de tractaten ons toelaten te wijzigen, ten einde den Staat nieuwe inkomsten te bezorgen, die dienen zouden tot uitbreiding van onze handelsbetrekkingen met het buitenland.

» De Hoogere Raad achtte het nuttig vervolgens over te gaan tot een onderzoek, om de gevoelens en de wenschen in te winnen, uitgebracht door de verschillende nijverheidstakken; dit onderzoek werd opgedragen aan dezelfde Commissie. De gevolgtrekkingen, uit dit onderzoek voortvloeiende, werden samengevat door de Commissie. Met dat doel heeft deze eene reeks vergaderingen gehouden, en de Raad zelf zal, op 1 Februari, in algemeene beraadslaging handelen over de hem onderworpen voorstellen ».

Sedert dit antwoord ons is toegekomen, verscheen het verslag der Bijzondere Commissie van den Hoogeren Raad van nijverheid en handel. De gewichtigheid der besluiten, door dit verslag uitgebracht, zal aan niemand ontsnappen en wij willen gelooven dat een ieder, te gelegener uur, zijn plicht zal vervullen.

Een ontwerp van wet, door de Regeering ingediend, en een ander, uitgaande van het Parlement, werden beide aan de afdeelingen onderworpen; wij achten het dus nutteloos daarover verder uit te weiden.

### **Het tot één maken van den Dienst der landverhuizing.**

Deze kwestie werd opgeworpen in eene afdeeling; de Middenafdeeling achtte het dus niet ongelegen daarover eenige inlichtingen te vragen aan de Regeering.

Uit het ons toegezonden antwoord blijkt, dat « in het belang der volksgezondheid, de Gezondheidsdienst, ahangende van het Ministerie van Binnenlandsche Zaken, er toe werd gebracht te Antwerpen strenger toezicht uit te oefenen op de landverhuizers die over ons grondgebied trekken, vooral bij heerschende besmettelijke ziekte.

» Deze Dienst, gansch onafhankelijk van den Dienst der landverhuizing die bij het Ministerie van Buitenlandsche Zaken behoort, staat dezen ter zijde in zeer waardeerbare mate.

» Niettemin ware het moeilijk, de twee Diensten tot één te maken, zelfs op zuiver gezondheids- en geneeskundig gebied. De bijzondere zending van den Gezondheidsdienst is, de volksgezondheid te beschermen in België, en wel inzonderheid tegen de gevaren die kunnen voortspruiten uit de samenkost, te Antwerpen, der landverhuizers van alle nationaliteit; geheel anders is de rol van den Dienst der landverhuizing; de reglementsbepalingen, door dezen toe te passen, werden uitgevaardigd met het oog op de persoonlijke gezondheidsbescherming der landverhuizers, zooals trouwens in welk ander opzicht ook, gedurende hun verblijf in België en gedurende hunne overvaart. »

### Internationale Kantoren.

Dienaangaande stelde de Middenafdeeling de volgende vraag :

#### 7<sup>e</sup> Vraag.

« Herhaaldelijk brachten de Kamers den wensch uit, nieuwe internationale kantoren tot stand te zien komen te Brussel. Hebben, ten gevolge van de Internationale Tentoonstelling te Brussel, nieuwe internationale vereenigingen zich gevestigd in onze hoofdstad? Welke? »

#### Antwoord.

« In den loop van het jaar 1910, werden tal van Congressen gehouden. Verscheidene dezer gaven aanleiding tot ontwerpen, oprichting houdende van bestendige internationale instellingen, die haren zetel te Brussel zouden hebben. Ten gevolge, met name, van het Congres van bestuurlijke wetenschappen, is tot stand gekomen een Internationaal Museum voor bestuurszaken, aan hetwelk de Spaansche Regeering eene reeks stukken van het hoogste belang met milde hand heeft geschonken.

» Anderdeels, werd bij de Conferentie van handelsstatistiek, te Brussel in September jongstleden vergaderd, een voorstel ingediend tot instelling, in België's hoofdstad, van een Internationaal Kantoor voor statistiek. Daarover zal uitspraak worden gedaan in een lateren zittijd.

» Het spreekt van zelf, dat 's Konings Regeering volgaarne hare medewerking zal verleen en tot het inrichten dezer nuttige instellingen. »

De Middenafdeeling heeft vrede met het bekomen antwoord; dat het tot stand komen van soortgelijke internationale kantoren, in het hart van ons land, eene zaak is van belang, kan niemand loochenen; het bestaan van deze instellingen ten onzent doen onze betrekkingen met de overige volkeren der wereld op aanzienlijke wijze toenemen; om daaraan echter de noodige vastheid te bezorgen, ontbreekt ons eene bepaalde wetgeving daarover. De Middenafdeeling drukt den wensch uit, dat deze leemte eerlang worde aangevuld.

\* \* \*

De aandacht der Middenafdeeling werd ten slotte gevestigd op een laatste punt.

In eene der afdeelingen werd door een lid uitlegging gevraagd over de versterkingswerken, die de Hollandsche Regeering voornemens is uit te voeren te Vlissingen.

De Middenafdeeling was van gevoelen, dat de aangekondigde interpellatie over dit punt algeheele voldoening zou hebben geschonken aan al de leden

der Kamer en dat men er dus niet moest op aandringen, dat de interpellatie zou worden behandeld vóór de bespreking van de Begrooting waarover dit verslag is uitgebracht.

\*  
\* \*

De Begrooting werd door de Middenafdeeling goedgekeurd met vier stemmen tegen één en het verslag met vier stemmen tegen twee.

*De Verslaggever,*  
Ridder DE GHELLINCK d'ELSEGHEM.

*De Voorzitter,*  
COOREMAN.

